

COMMUNE DE CINQUEUX

*Compte rendu de la séance
du Conseil Municipal*

du 27 Août 2009

L'an deux mil neuf, le vingt sept août à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie sous la présidence de Monsieur Bernard FRICKER, Maire.

Etaient présents : MM. Bernard FRICKER, Raymond LELEU, Didier BACOT, Mme Martine BONTEMPS, MM. Thierry FAGARD, Yves LE GRANVALET, Mme Thérèse DELHAYE, M. Bernard VANDENBERGHE, Mmes Roselyne GOËNSE, Martine AUGUSTE, MM. Jérôme GAUCHET, Jacky DELFOSSE, Bernard LESSERTISSEUR, Daniel PATROLIN, Mme Maryvonne LAVAIRE.

Etaient absents excusés avec pouvoir : M. Marcel NOWINSKI (pouvoir à M. Jérôme GAUCHET) M. René LAVAIRE (pouvoir à Mme Maryvonne LAVAIRE).

Etaient absents : MM. Thierry DENEUVE et Gérald TACHENON

Secrétaire de séance : Mme Thérèse DELHAYE

Monsieur le Maire tient à présenter Mademoiselle Joëlle LELEU, qui au sein de l'équipe administrative, a en charge la comptabilité de la municipalité.

Monsieur le Maire demande s'il y a des remarques ou corrections à apporter au compte rendu du conseil municipal du 02 Juin 2009

Le compte rendu du conseil municipal du 02 Juin 2009 n'appelant aucune observation, est approuvé et signé des membres présents.

Monsieur le Maire demande l'ajout de trois points à l'ordre du jour :

En - 12 Approbation de l'avenant n° 2 au contrat d'assainissement.

- 13 Révision simplifiée du P.O.S.

- 14 Autorisation donnée au Maire pour lancer l'appel d'offres pour les travaux d'extension du cimetière.

Accepté à l'unanimité.

1. Assurance dommage ouvrage "Le Clos Moreau".

Il est rappelé qu'en application de la Loi Spinetta la commune a obligation de souscrire ce type d'assurance.

Monsieur le Maire précise qu'un appel d'offre a été fait auprès de trois compagnies d'assurance : la SMACL, la MMA et AXA.

Après étude comparative, pour les mêmes garanties, la SMACL est la plus compétitive, il est indiqué que celle-ci est notre partenaire principal pour l'ensemble de nos assurances, et qu'un tarif préférentiel a pu être obtenu.

Le coût de cette assurance peut sembler élevé (6.602,21€) mais nous assurons pour ces travaux un bien qui existait déjà, à noter que pour la MMA la prime s'élevait à 6.976,01€ et pour AXA la prime s'élevait à 11.281,35€.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la proposition de la SMACL et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat d'assurance pour la couverture dommages-ouvrage en ce qui concerne les travaux de réhabilitation de l'immeuble "Le Clos Moreau".

2. Autorisation d'ester en justice – litige d'urbanisme.

Monsieur le Maire informe les conseillers que Monsieur et Madame Pierre LELEUP ont engagé une procédure devant le Tribunal Administratif à l'encontre de la mairie de Cinqueux, car selon eux, un permis de construire aurait été indûment accordé à Monsieur et Madame GOSSET (agrandissement d'un bien immobilier existant). Ce permis a été régulièrement accordé et nous

devons assurer notre défense. La procédure, les frais engagés à cette occasion seront pris en charge par notre assurance "Assistance Juridique", il faut néanmoins autoriser Monsieur le Maire à ester en justice.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à ester en justice dans le dossier LELEUP c/GOSSET.
- Donne son accord pour le choix de l'avocat : Maître Bénédicte MEUNIER de Compiègne (Oise).

3. Modification D.U.P. Autorisation d'ester en justice.

Monsieur le Maire rappelle que cela fait de nombreuses années, que la commune tente d'acquérir les terrains sis à proximité du groupe scolaire et du parking "Les Eraines" pour accès à la plaine de jeux et au futur groupe scolaire.

Monsieur le Maire informe que la majorité des consorts Bourbier est favorable pour vendre à la commune les parcelles AC 654 et 655.

Seul le propriétaire de la parcelle AC 657 ne veut pas vendre.

Monsieur le Maire explique qu'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique est nécessaire pour un accès sécurisé au groupe scolaire, au périscolaire et aux futurs aménagements.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Autorise le Maire à lancer la procédure d'expropriation.
- Autorise le Maire à ester en justice pour procédure à établir devant le Tribunal Administratif d'Amiens.

4. Modification du tableau des emplois communaux

Monsieur le Maire informe les membres du conseil que Monsieur KELLENS et Mademoiselle LELEU ont tout deux réussi l'examen qu'ils ont passé et qu'ils changent tout les deux de niveau.

Cette modification entraîne une augmentation de salaire pour les intéressés et une modification du budget communal.

Le conseil municipal, à l'unanimité, accepte les modifications à apporter au budget communal et félicite les deux agents.

5. Modification du régime indemnitaire.

Monsieur le Maire rappelle l'évolution du régime indemnitaire du personnel communal, selon les filières et compare les situations des membres du personnel de Cinqueux.

Monsieur le Maire souhaite étendre l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) par référence à celle prévue par le décret n°2003-1013 au profit du cadre d'emploi des adjoints techniques de 2^{ème} classe, montant de 445,72€ coefficient multiplicateur 8.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité approuve et vote la modification du régime indemnitaire ainsi réévalué pour la filière technique, précise que cette indemnité sera versée mensuellement à compter du 1^{er} septembre 2009.

6. EPS Scolaire –Association Profession Sport et Loisir Oise (APSLO) Nouvelle convention.

Monsieur le Maire expose les conditions de rémunération du professeur d'éducation physique et sportive de l'école, Monsieur Laurent RACINE, qui est employé par l'intermédiaire de l'APSLO.

La nouvelle condition financière est établie pour la période du 03 septembre 2009 au 02 juillet 2010 pour un coût hebdomadaire de 171,30 euros.

Ces conditions maintiennent les quatre heures par semaine en intégrant le temps de préparation.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité autorise Monsieur le maire à signer la nouvelle convention financière pour l'année 2009/2010.

7. Jury d'Assise. Modification du tirage.

L'une des personnes tirées au sort lors du conseil municipal ne peut assumer ce choix, car elle dépasse l'âge autorisé.

Le plus jeune Conseiller Municipal présent effectuée par tirage au sort cette sélection.

Est tiré au sort le N° 1 : M. Franck ADAMIK.

8. Rapport annuel de la Lyonnaise des Eaux.

Monsieur le Maire précise que le rapport annuel de la Lyonnaise des Eaux est à la disposition des conseillers municipaux.

9. Demande de subvention – Renforcement réseau électrique rue petite croix et rue de la saune.

Monsieur le maire précise que le renforcement du réseau électrique dans ces parties de la commune est devenu impératif.

Une première étude a été effectuée et déposée auprès du Conseil Général de l'Oise fin 2006. Elle prévoyait l'enfouissement total des réseaux (électricité, éclairage public et télécommunication) pour les rues petite croix et de la saune.

Lors d'une réunion des maires du canton de Liancourt (le 28 mai 2009) présidée par Monsieur VANTOMME, 1^{er} vice président du Conseil Général, concernant les subventions 2009 octroyées par le Conseil Général, Monsieur VANTOMME a précisé entre autre que le Conseil Général ne subventionnerait plus les enfouissements de réseaux et qu'à l'avenir, seuls les renforcements en aériens pourraient faire l'objet d'un financement. Libre aux communes de faire à leurs frais l'enfouissement des réseaux.

Cette dépense n'étant pas supportable pour la commune, nous avons fait effectuer une nouvelle étude tenant compte de ces contraintes et l'avons, sur les conseils de Monsieur VANTOMME, scindée en deux tranches plus facilement subventionnables.

Une tranche ferme pour un renforcement partiel en souterrain de la rue Petite Croix.

Une tranche conditionnelle pour renforcer la rue de la Saune avec une partie en souterrain (par câble de 240 mm², depuis le poste "Jean Beau", passant par la rue Jean Beau et la rue Yvonne Drouin desservant la rue de la Saune jusqu'à l'angle bas de la rue, en première partie.

Le montant de ces travaux se décompose comme suit :

	Tranche Ferme	Tranche Conditionnelle	Ensemble des Tranches
Travaux électriques			
Basse Tension	56.330,00€	63.200,00€	119.530,00€
Terrassements	19.250,00€	17.000,00€	36.250,00€
Eclairage Public	23.364,00€	30.206,50€	53.570,50€
Travaux France Télécom			
Câblage	3.555,00€	11.060,00€	14.615,00€
Génie Civil	17.365,00€	21.522,50€	38.887,50€
Terrassement	17.200,00€	12.900,00€	30.100,00€

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Approuve la contenance du projet des travaux présenté par le cabinet B.E.C.D. telle que définie ci-dessus.

Sollicite à cet effet une subvention au taux le plus élevé possible auprès du Conseil Général de l'Oise.

Prend l'engagement de réaliser les travaux si la subvention sollicitée est accordée.

Demande une dérogation pour commencer les travaux (si nécessaire).

Prend l'engagement d'assurer à ses frais la convention en bon état d'ouvrages et, pour ce faire, d'inscrire chaque année les ressources nécessaires au budget.

10. Transfert de crédits.

Monsieur le maire passe la parole à Madame Martine BONTEMPS après avoir précisé que la santé financière de la commune est saine.

Madame BONTEMPS indique qu'il n'y a pas de dépassement de budget, mais il faut rester rigoureux.

Elle indique qu'il faut procéder à quelques transferts de postes.

Dans le budget de *Fonctionnement* au chapitre des dépenses imprévues prendre 152€ pour régler le solde d'une facture Gaz de France. (Consommation de l'école – tout a été mis à plat).

Crédits à ouvrir

CHAPITRE	COMPTE	OPERATION	SERVICE	NATURE	MONTANT
67	678			<i>Autres charges exceptionnelles</i>	152,00

Crédits à réduire

CHAPITRE	COMPTE	OPERATION	SERVICE	NATURE	MONTANT
022	022			Dépenses imprévues	152,00

Dans le budget *Investissement* certains postes sont à rectifier :

Crédits à ouvrir :

CHAPITRE	COMPTE	OPERATION	SERVICE	NATURE	MONTANT
21	2111	999		Terrains Nus	8 400,00
21	21781	999		Informatique	1 440,00
23	2313	10003		Voirie et réseaux	3 300,00
23	2313	10004		Services techniques	48 200,00
23	2315	10004		Services techniques	5 500,00
23	2315	10009		Groupe scolaire	560,00
21	2183	10009		Groupe scolaire	13 922,00
21	2184	10009		Groupe scolaire	2 000,00

Crédits à réduire

CHAPITRE	COMPTE	OPERATION	SERVICE	NATURE	MONTANT
23	2315	10011		Renforcement électrique rue de la Petite Croix et de la Saune	83 322,00

Ces modifications mises au vote, sont acceptées, à l'unanimité, par les membres du conseil municipal.

11. Convention Union Musicale de Saint Maximin.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit de la convention à régulariser pour l'intervention de l'Union Musicale de Saint Maximin lors des cérémonies officielles des 8 mai, 14 juillet et 11 novembre d'une valeur total de 300,00€.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

12. Avenant N°2 au contrat assainissement.

Le 27 janvier 2009, un premier avenant prorogeait le contrat d'affermage pour l'assainissement jusqu'au 30 juin 2009.

Le 20 août dernier, la Lyonnaise des Eaux demande la prolongation par avenant jusqu'au 31 décembre 2009.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer ce deuxième avenant de prolongation.

13. Révision simplifiée du P.O.S.

Monsieur le Maire précise au conseil municipal que le projet de crèche privée va prendre forme mais que pour cela il faut modifier le plan d'occupation des sols.

Cette crèche privée sera construite pour accueillir 28 lits, au lieu-dit "Les Eraines" sur un terrain appartenant à la commune qui sera loué. Pour ce faire il faut :

- Que le Plan d'Occupation des Sols de la commune, approuvé par délibération en date du 13 décembre 1984 doit être révisé pour aménagement du groupe scolaire (périscolaire et Crèche) dans l'intérêt général de la commune,

- Qu'il peut être procédé par révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) soumis au régime juridique des Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) conformément aux dispositions de la Loi SRU du 13 décembre 2000 modifiée par la Loi UH du 02 juillet 2003.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 123-13 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 13 décembre 1984 approuvant le P.O.S. de Cinqueux, rendu exécutoire le 07 janvier 1985, modifié une première fois le 02 juin 1994, rendu

exécutoire le 22 septembre 1994, et modifié une seconde fois le 07 février 1998 rendu exécutoire le 02 juin 1998.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, décide, à l'unanimité

1. De donner un avis favorable au projet de mise en révision simplifiée du P.O.S., en ce qui concerne l'aménagement du groupe scolaire (périscolaire et crèche) parcelle AC195 lieu-dit "Les Eraines" ;

2. De soumettre à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, les études relatives à la révision simplifiée du P.O.S. selon les modalités suivantes :

- De publier dans le bulletin municipal toutes les informations se rapportant à la révision simplifiée du P.O.S. et à son état d'avancement ;
- De mettre à disposition du public en mairie tous documents relatifs à la révision simplifiée du P.O.S. et en particulier les plans et comptes rendus de séances ;
- De tenir à la disposition du public en mairie, un cahier destiné à recueillir ses observations ;
- De charger Monsieur le Maire de l'organisation de la dite concertation ;

14. Autorisation donnée au Maire pour lancer l'appel d'offres pour les travaux d'extension du cimetière.

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux de la réception du dossier confié en maîtrise d'œuvre au Cabinet B.E.C.D. de Verneuil en Halatte.

Monsieur le Maire précise que la procédure retenue est celle de la procédure adaptée en vertu de l'article 28 du code des marchés publics et demande l'autorisation de lancer le marché correspondant.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité approuve la procédure de marché public proposée et autorise Monsieur le Maire à lancer la procédure conformément à l'article 38 du code des marchés publics.

Questions diverses.

✓ Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil du calendrier de formation des élus de l'Union des Maires de l'Oise pour le 2^{ème} semestre 2009 et fait circuler les fiches d'inscription.

✓ Monsieur le maire fait part des remerciements de deux associations (Le club Soleil d'Automne et le Comité des Fêtes) pour le versement des subventions obtenues.

✓ Monsieur le maire informe qu'une pré-réception des services techniques a eu lieu, mais qu'il reste un problème électrique, la pose d'une rambarde et d'un escalier.

✓ Monsieur le maire informe que pour "le Clos Moreau", les travaux interrompus pendant les vacances, doivent reprendre le lundi 31 août.

Des précisions quant au coût seront données lors d'un prochain conseil municipal (une réunion de la commission grands travaux est prévue pour le début octobre).

✓ Madame GOËNSE demande des précisions quant à l'état des locaux de l'Ecole de Musique dans l'ancienne mairie. Quid des travaux, ce point sera fait ultérieurement.

✓ Monsieur GAUCHET demande si des travaux sont prévus à l'ancienne mairie -volets, fenêtres, sanitaires, ...) et au pavillon du Marais.

Il est répondu pas dans l'immédiat, les travaux restent à prévoir au budget primitif 2010.

✓ Madame AUGUSTE demande s'il est envisagé des jardins communaux ? Des personnes seraient intéressées.

✓ Monsieur LESSERTISSEUR rappelle que le problème du stationnement rue de l'Image reste entier.

✓ Madame BONTEMPS souhaite des réunions plus fréquentes des diverses commissions communales.

✓ Monsieur Raymond LELEU, 1^{er} adjoint, fait le point sur les informations qu'il a reçues lors de la réunion du 27 juillet 2009 au sujet de la prévention contre la grippe A (H1 N1).

Cinq cents masques chirurgicaux ont été commandés pour les agents communaux, ainsi que cent masques FFP2.

Une nouvelle réunion sera organisée par la Préfecture le 14 septembre prochain, à laquelle Monsieur le Maire assistera.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à vingt deux heures et cinquante minutes.

Le Maire.